

Rapport de l'évaluation multisectorielle initiale et rapide de Gatumba

02 mai 2020

I. Contexte

Comme déjà annoncé par l'IGEBU¹ à l'aube de la saison pluvieuse en cours, le Burundi est très touché par les pluies torrentielles qui ne cessent de tomber et causent de lourds dégâts matériels et humains. Les zones lacustres du Lac Tanganyika sont inondées et les niveaux du haut et bas Rusizi sont montés. Par intermittence, les collines de Gatumba ont été victimes de la montée des eaux de la rivière de Rusizi. Le premier épisode s'est produit dans la nuit du 19 au 20 avril, occasionnant la première grande vague de déplacement des personnes, dont les plus vulnérables furent installées dans le site de Kinyinya II. La deuxième vague de la nuit du 30 avril au 1^{er} mai 2020 a été la plus grave et a anéanti tous les espoirs de la population de Gatumba dont la situation était déjà fragile et précaire. Suite à cette situation, il est estimé que plus de 10,000 ménages (population totale de Gatumba) soit en état critique de déplacement.

II. Facteurs déterminants et sous-jacents du choc

La zone de Gatumba connaît des inondations de plaine récurrentes dues à divers facteurs :

- Sa topographie de basse altitude de 774 m et surplombée par des terres hautes qui vont jusqu'à 2670 m,
- Elle est encerclée par les deux ramifications de la rivière de Rusizi qui drainent des eaux de plusieurs affluents en amont. Elle est aussi riveraine du lac Tanganyika qui connaît, à son tour des montées des eaux, affectant les quartiers du sud de Gatumba de Mushasha I et Mushasha II.
- La zone de Gatumba est faiblement viabilisée avec un non-respect des normes urbanistiques dans sa mise en valeur. Les constructions obstruent les ruissellements des eaux et l'insuffisance d'évacuation des eaux en particulier pendant la saison pluvieuse demeure problématique. La nappe phréatique est superficielle et saturée
- Le ruissellement pluvial des bassins versants, les eaux ruissellent et se concentrent rapidement dans les cours d'eau, entraînant l'engorgement des lits des cours d'eau et détruisant les rives suivies des crues brutales ;
- La zone connaît une démographie galopante et une forte densité à cause des opportunités offertes par la proximité de la frontière avec la République Démocratique du Congo.

Des épisodes d'inondations à intensité variée sont enregistrées à chaque saison des pluies. Cette saison de pluie (la petite saison sèche et la grande saison des pluies) est marquée par des pluies au-dessus de la normale et selon les prévisions de l'IGEBU, le mois de mai 2020 sera marqué par des pluies supérieures à la normale. Ce qui accroît les risques de survenance d'autres inondations.

III. Profil humanitaire et portée de la catastrophe

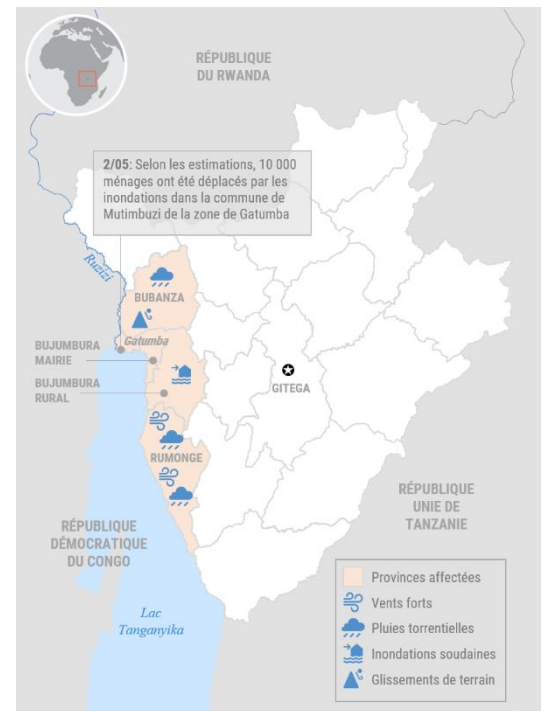
Selon les estimations de l'administration, sur les 7,684 ménages sinistrés qui avaient été répertoriés lors de la première vague d'inondations du 19 au 20 avril, s'ajoute 2,000 ménages additionnels, l'agrégat nous fournit à peu près 10,000 ménages en situation de besoin sévère. Le constat fait par les acteurs humanitaires indique que plus de 90% de la population de la zone est directement touchée et presque toute la population affectée.

Bien que le décompte des maisons inondées et écroulées se poursuit et que le bilan ne cesse d'augmenter, les écoles et églises qui avaient abrité les sinistrés des pluies du 19 au 20 avril, ont subies à leur tour des inondations et sont menacées d'écroulement. Près de 10,000 ménages sont sans abris. Un site des personnes déplacées ouvert par les autorités provinciales à Kinyinya II a déjà accueilli 185 ménages soit 1,183 personnes et un site spontané s'est érigé Kigaramango, le nombre d'occupants de ce dernier ne cesse d'augmenter et sont menacés d'inondations (les alentours du site spontané sont jonchés de vases et mares)

La population de Gatumba vit de l'agriculture et de la pêche dans la rivière Rusizi et le lac Tanganyika.

En effet, des champs de plusieurs cultures dont le haricot, le maïs, les tubercules sont sous l'eau depuis le 19 avril et il n'y a plus d'espoir de récolte.

Enfin, les ménages qui vivaient de petit commerce et qui étaient déjà affectés par la réduction des trafics à la frontière avec



¹ Institut géographique du Burundi

la RDC, ont fait faillite. La destruction répétée des moyens de survie et d'adaptation des ménages de Gatumba a fini par anéantir toutes les capacités de résilience de cette communauté.

IV. Statut des personnes vivant sur les zones touchées

Comme évoqué précédemment, la majeure partie de la population de Gatumba vit de l'agriculture, des subsides tirées de la main d'œuvre agricole, des activités de pêche et du commerce surtout transfrontalier avec la RDC.

Gatumba fournit à la ville de Bujumbura la main d'œuvre technique (soudure, mécanique automobile, etc.), des petits travaux comme la maçonnerie, les travaux ménagers et artisanaux, et la vente des produits maraichers. La diminution drastique des échanges transfrontalières dus au contexte COVID-19 avait considérablement affecté les moyens d'existence et d'adaptation de la population de la localité.

V. Constats sectoriels

a) Eau, Hygiène et Assainissement :

Le site de Kinyinya II qui abrite 185 ménages n'a que 4 toilettes. Ce nombre reste très insuffisant dans un site dont le besoin est d'au moins 21 latrines. L'approvisionnement en eau reste limité suite à l'inaccessibilité physique. Le camion de la Protection Civile en charge d'approvisionner ce site stationne à plus d'un 1Km. Ayant perdu tous leurs effets domestiques, tous les ménages installés dans ce site n'ont pas de capacité de stockage d'eau. Le Groupe sectoriel envisageait déjà la distribution des kits EHA aux personnes en besoin en attendant que les listes puissent intégrer les PDIs qui sont abrités temporairement dans des églises et écoles.

Le site de Maramvya, de l'ancienne ferme agro pastorale de SOBEL est braché sur un puit aménagé devant permettre l'accès à l'eau aux populations qui y seront installées. Cependant, des installations sanitaires (douches et latrines) sont à aménager afin de garantir un environnement sain pour les personnes qui y seront installées. Selon les autorités locales, l'espace est suffisant pour accueillir près de 9,000 ménages.

b) Abris/ANA :

Le site de Maramvya (la ferme de SOBEL) comporte 6 hangars qui ne devraient abriter que 70 ménages selon les standards SPHERE. Il offre des possibilités d'installation sur un espace ouvert mais ne saurait abriter tous les ménages de Gatumba au cas où ils accepteraient de bouger vers ce site. Il est donc nécessaire d'envisager des solutions alternatives.

Le site de Kinyinya II est à risque d'inondation et sous la menace de la rivière de Rusizi qui passe non loin de l'espace. Par ailleurs, il n'offre pas d'option d'agrandissement. Il faudra suivre sa situation car la probabilité d'une seconde relocalisation ne serait pas totalement exclue.

Les discussions avec les autorités locales et le lead du secteur ont été étayées des informations supplémentaires sur l'accès au logement dans la zone, ainsi que sur les préférences des populations locales. Ainsi, même si certaines localités n'ont pas été touchées, certains ménages affectés s'y sont installés, limitant considérablement l'option d'une assistance par un appui au loyer dans la zone, et contraignant le site spontané de Kigaramango à s'agrandir (5,420 personnes comptées par l'administration locale en date du 4 avril 2020).

Un besoin urgent en bâches pour couvrir les abris de fortune et les étanchéiser a également été rapporté par l'administration de la zone pour le site de Kigaramango. Celui-ci est pour l'instant géré par les chefs de collines, et la population qui a été consulté le jour de la visite ont pu partager le fait que même si les conditions d'hébergement sont précaires, la majorité des victimes préfèrent s'installer spontanément sur ce site afin de ne pas s'écarter de leurs moyens de subsistance. Un sondage pour confirmer cette tendance est ainsi recommandé afin d'assister le plus dignement les populations vulnérables selon leurs préférences.

D'après les informations de l'administration locale, le site risque de se pérenniser. en raison du fait que le Gouvernement ne disposerait pas assez de terrain pour accueillir ces personnes. Une évaluation complémentaire est donc nécessaire afin d'évaluer les besoins précis et la vulnérabilité des ménages présents, ainsi que leur nombre, afin de pouvoir orienter la réponse rapidement.

c) Sécurité alimentaire

Les ménages ont perdu leurs cultures à presque la maturité. Le peu de stocks alimentaires dont ils disposaient a été emporté par les eaux. Les ménages vivant de la main d'œuvre (plus de 30%) ont également perdu les opportunités de travail/sources de revenus, les terres environnantes étant complètement inondées avec en conséquence le gel des activités agricoles et de construction dans toute la région péri urbaine (Gatumba, Kajaga, Maramvya...) ainsi que la baisse de la capacité d'emplois. Les prix des denrées alimentaires sur le marché à Gatumba et Kajaga ne cesse d'augmenter. Après les apports de l'administration publique, le secteur de sécurité alimentaire estime que les besoins restent énormes et que plus

les jours passent, plus l'état nutritionnel et alimentaire des habitants iront en se détériorant davantage.

Ces personnes n'auront pas des récoltes avant la fin de saison agricole B de 2021. Ainsi, il faudra envisager une assistance alimentaire pour 10,000 ménages qui devra s'étendre sur 6 mois et travailler avec l'administration publique pour doter à ces ménages la capacité de l'auto prise en charge.

Il sera aussi difficile de s'approvisionner en vivres car le marché est perturbé et, en plus, la population n'a pas de revenus. Les prix des denrées alimentaires a augmenté, 1kg de haricot coûte actuellement 1900 BIF bu alors que deux mois auparavant le prix oscillait entre 1000 et 1200 BIF.

d) Santé :

L'absence d'eau potable et l'inondation qui a fait déborder les latrines et les égouts font craindre une augmentation des cas de maladies hydriques notamment les maladies diarrhéiques dont le choléra et les maladies parasitaires dont le paludisme. Les sinistrés restent exposés aux intempéries et dorment à même le sol humide avec risque d'augmentation des maladies respiratoires et au risque des piqûres des insectes et reptiles. Ceux qui sont sur les trottoirs des routes sont exposés aux risques élevés d'accidents.

Etant donné que le Burundi a déjà déclaré les cas de COVID-19 et le fait que les sinistrés vivent dans une forte promiscuité sans aucune mesure barrière, un risque élevé de transmission est à craindre. D'où la nécessité de mettre en place des mesures de PCI communautaires.

Les inondations ont également réduit la capacité de prise en charge des cas de maladie. Un hôpital, un centre de triage et d'isolement des cas de COVID-19 ainsi que 3 postes de santé sont complétement inondés.

Le Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida a effectué une visite et a apporté un lot de médicaments et des moustiquaires imprégnées d'insecticide. Il aurait instruit qu'une clinique mobile soit mise en place. Etant donné que 90% de la population de Gatumba va être relocalisée temporairement à Maramvya, le Médecin Provincial et partenaires du secteur projettent de mettre en place une clinique pour la prise en charge des cas de maladie dans les deux sites reconnus. Le Médecin Provincial a exprimé le besoin d'un appui supplémentaire en médicaments essentiels notamment les antibiotiques (amoxicilline), les sels de réhydratation orale, les antipaludiques, les antipyrétiques, les antiparasitaires, les désinfectants (chlore, Aquatablets), matériel de pansement.

L'équipe de l'OMS et le Médecin Provincial de Bujumbura ont visité un centre de santé le plus proche du nouveau site de Maramvya, le centre de santé de Rukaramu situé à 4 km du site pour évaluer sa capacité de prise en charge.

e) Protection :

Le population déplacées de Gatumba sera en grande partie hébergée dans les sites identifiés par les autorités administratives. Des personnes particulièrement vulnérables ont été identifiées : enfants séparés et non accompagnés, enfants chefs de ménage, femmes enceintes, personnes vivant avec handicap, et personnes ayant une maladie chronique nécessitant un suivi et prise en charge régulier.

La promiscuité et l'absence d'hygiène et d'intimité du fait du manque d'installations adéquates augmente les risques de VBG.

Les personnes à besoins spécifiques (PBS) et les familles avec enfants, font partie des personnes installées prioritairement dans le site de Kinyinya II et des personnes qui seront transférées à Maramvya. Les acteurs de protection sont à pied d'œuvre pour les identifier.

Sur le nouveau site de Maramvya, la concession est fermée avec une seule grande entrée et elle est très peu éclairée. Une vigilance particulière sur la lutte contre les VBG devra être assurée.

La Protection est transversale et centrale, permettre un accès aux services de base pour toutes les personnes et une mitigation des risques de protection par tous les secteurs.

Les acteurs de protection accentueront la disponibilité des services de protection dans les sites et dans la zone. Un espace de jeu devra être réservé aux enfants, de même qu'un espace d'écoute pour les femmes et filles ainsi que des cellules mobiles pour les activités psychosociales et la gestion de cas.

Un focus sera mis sur les activités de sensibilisation communautaire dans les sites et les quartiers autour des sites sur les risques de VBG, la protection de l'enfance, les services disponibles. Les femmes et filles cheffes de ménages devront bénéficier des soutiens en AGR pour leur capacité de résilience et éviter ainsi qu'elles adoptent des stratégies négatives de survie.

f) **Education :**

Des infrastructures scolaires ont été touchées . 7 écoles sur 14 de la zone de Gatumba ont été inondées et nécessiteront une réparation à court terme.

Les enfants issus de 10000 ménages ont perdu des kits scolaires et devront être réinsérés dans les écoles à Maramvya dans l'urgence.

Sur examen de la capacité d'accueil des écoles de Maramvya, la possibilité d'organiser des classes temporaires devrait être également envisagé.

VI. Capacités de réponse des acteurs

Nationales

Les populations touchées sont préoccupées par leur survie après le choc subi. Etant donné que depuis fin mars la plupart de ces personnes avaient déjà perdu leurs biens et n'avaient plus accès à leurs moyens de survie, notamment l'agriculture et le petit commerce, la communauté ne dispose plus de possibilité d'absorber ces nouveaux besoins.

Signalons à toutes fins utiles, la disponibilité des acteurs étatiques, notamment la Plateforme Nationale pour la coordination des évaluations et des premières réponses en faveur des sinistrés. Les autorités provinciales ont été très actives dans les activités de sauvetage et de coordination de l'aide.

Les acteurs étatiques et privés ont disponibilisé des terrains (parcelles) pour l'installation d'un site temporaire des ménages déplacés à Kinyinya II et Maramvya. Ces espaces pourront contenir la grande partie de ces populations. En cas de besoin d'un terrain additionnel, le Gouverneur de Bujumbura a promis de disponibiliser des terres dans le prolongement du site de Maramvya.

Les acteurs nationaux étatiques et privés ont pu constituer un stock alimentaire composé de 12,192 Kg de haricot, 5674 kg de riz et 9 942 kg de farine de manioc qui ont été distribuées, le mardi le 28 avril, à 3438 ménages. Auparavant, le Ministère des droits humains avait remis 25,500Kg de riz qui ont été distribués, le 22 avril, à 6337 ménages. Une banque locale a donné une somme de 100 millions des BIF pour l'achat local des vivres.

Avec ce montant, on ne pourra couvrir l'alimentation de ces personnes (7684 ménages) que pour 5 jours.

La solidarité communautaire est débordée malgré la disponibilité des autorités de la Plateforme nationale de vouloir apporter des solutions au problème que posent ces déplacements. En cette période de campagne, il est difficile d'envisager l'accroissement des capacités nationales de réponse.

Internationales

Toutes les agences des Nations Unies avec leurs partenaires, regroupés par secteurs, ont été aux côtés des autorités et de la population pour venir en aide aux sinistrés. Après les distributions réalisées par la partie gouvernementale, un plan de distribution de l'assistance dans les secteurs de EHA, Abris/ANA, Protection (GBV) et alimentaire était déjà planifié pour les 185 ménages de Kinyinya II. Ces plans sont à adapter aux nouveaux besoins.

Cependant, cette planification de la réponse reste limitée par les stocks qui sont au bas niveau. Cette deuxième vague met à rude épreuve les capacités des acteurs internationaux.

Ces acteurs ne pourront pas installer décemment plus de 500 ménages contre près de 10,000 qui en auront besoin alors que les acteurs de la sécurité alimentaire ne pourront pas nourrir plus de 6,000 ménages avec plus d'une ration mensuelle. Les acteurs de protection (VGB) ne pourront pas remettre des kits de dignité pour femmes et filles en âge de procréation à plus d'un millier de personnes alors que la majorité des ménages compte en moyenne au moins 2 personnes (femmes et filles) en besoin.

VII. Accès et lacunes

La zone demeure difficile d'accès dans les quartiers / collines de Gatumba où les eaux continuent de monter. Le décompte des maisons détruites est, pour l'instant, impossible. Par ailleurs, l'on signifierait que les deux sites où sont installés les sinistrés sont accessibles : Le site de Kinyinya II n'est pas loin d'un camp de la Police Nationale du Burundi alors que celui de Maramvya est en face de la zone aéroportuaire. En cas de disponibilités de moyens, toutes la population touchées pourrait être atteinte par l'assistance.

Enfin, il est fort probable que la population touchée dépende de l'aide humanitaire jusqu'à la récolte de la saison agricole B de 2021 soit jusqu'à la fin de 2020.

VIII. Priorités humanitaires stratégiques

Sur base des discussions menées avec les sinistrés et de la concertation entre les acteurs impliqués dans l'évaluation multisectorielle rapide et initiale, il ressort que les besoins s'établissent selon cet ordre précis des priorités :

- 1) Accorder une aide d'urgence aux personnes sinistrées en garantissant l'accès aux services vitaux dans les sites pendant cette période de lutte contre le COVID -19 en assurant :
 - L'accès gratuit aux soins médicaux aux personnes sinistrées et le renforcement de la surveillance épidémiologique ;
 - L'approvisionnement en eau potable et l'entretien des installations sanitaires dans les sites ;
 - L'installation des dispositifs de lavage des mains pour les personnes déplacées vivant dans les sites ;
 - Un abri temporaire et décent aux sinistrés
 - L'alimentation à toutes les personnes sinistrées en générale et aux personnes à besoins spécifiques en particulier
 - L'accès à des services de protection des personnes vulnérables (femmes et enfants) vivant dans les sites et dans leur environnement immédiat.
- 2) Assurer la disponibilité des produits combustibles pour faciliter la cuisson et protéger l'environnement.
- 3) Réparer les capacités de résilience des communautés de Gatumba en relançant les activités génératrices des revenus (AGR) ciblant les personnes les plus vulnérables.

IX. Conclusion

Il a été recommandé que les secteurs, travaillant conjointement avec leurs interlocuteurs sectoriels de l'administration publique, puisse poursuivre des évaluations approfondies afin d'alimenter le dispositif de la réponse.